

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LENGLET IMPRIMEURS

Actipôle de l'A2
59554 Raillencourt-Sainte-Olle

Références : 2023-V1-423
Code AIOT : 0007002879

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2023 dans l'établissement LENGLET IMPRIMEURS implanté AV DES DEUX VALLEES ZONE ACTIPOLE DE L'A2 59554 Raillencourt-Sainte-Olle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'est tenue suite à l'information de l'effondrement d'un mur coupe-feu pendant la tempête Ciaran.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LENGLET IMPRIMEURS
- AV DES DEUX VALLEES ZONE ACTIPOLE DE L'A2 59554 Raillencourt-Sainte-Olle
- Code AIOT : 0007002879
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

La société Lenglet Imprimeurs à Raillencourt-Sainte-Olle est spécialisée dans l'impression et le façonnage de documents tels que des catalogues, des dépliants publicitaires et de la presse

magazine à très gros tirage. Le site dispose pour cela de quatre rotatives de type héliogravure.

Ses activités sont notamment réglementées par l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2009.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Incident/accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rapport d'incident ou d'accident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater l'ampleur des dommages générés par la tempête Ciaran et d'échanger sur les procédures administratives à mettre en œuvre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'incident ou d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Autre, Déclaration d'incident/accident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jeudi 2 novembre, l'inspection des installations a appris par voie de presse qu'un mur coupe-feu de l'établissement s'était effondré lors du passage de la tempête Ciaran, dans la matinée. L'inspection a contacté l'exploitant le vendredi 3 novembre en vue de réaliser une visite d'inspection en vue de déterminer les éventuelles prescriptions nécessitant d'être prise face à la l'évènement contacté. L'exploitant a indiqué que l'information de la DREAL était planifiée mais n'avait pas pu être réalisée plus rapidement en raison de la gestion de la mise en sécurité rapide des installations.</p> <p>Le 6 novembre, l'inspection des installations classées s'est rendue sur place et a constaté que la partie supérieure du mur coupe-feu séparant l'installation de récupération des rognés et la zone</p>

de picking (zone de dépose entre la fin de la chaîne de production et le stockage des produits finis) était effondrée : il est estimé que les derniers 3 mètres de ce mur de 8 mètres sont tombés dans l'installation de picking entraînant la toiture métallique et les tuyaux de l'installation d'extinction automatique. La dépression induite par la rupture des conduites du système d'extinction a entraîné son démarrage. Au jour de l'inspection, il n'y avait plus de trace de son déclenchement, l'exploitant ayant procédé au nettoyage de la zone.

La rupture du mur s'est faite de manière rectiligne le long d'une rangée de parpaings sur quasiment toute la longueur du mur. La structure métallique portant le mur ne semble, elle, ne pas avoir bougé. Les fixations de la partie de mur restante sur la structure métallique présente un jeu largement visible. Il peut être supposé qu'il résulte d'un travail de poussée du mur allant de l'intérieur du bâtiment où est entreposée l'installation de récupération des rognés vers la zone de picking.

Interrogé sur la remise en service des installations, l'exploitant a indiqué vouloir redémarrer dans les meilleurs délais son installation. Ce redémarrage pourrait avoir lieu dans des conditions d'exploitation différentes de celles prévues par les dispositions des arrêtés préfectoraux régissant l'exploitation de l'établissement (notamment en ce qui concerne la fermeture du bâtiment de l'installation de récupération des rognés, l'utilisation de la zone de picking ou les réseaux d'énergie et d'extinction incendie). L'inspection des installations classées a indiqué qu'avant tout redémarrage dans des dispositions différentes de celles initialement autorisées, il conviendra de porter à la connaissance du préfet ces modifications, conformément aux dispositions des articles L. 181-14 et R.181-45 du code de l'Environnement.

Il est à noter que le mur effondré était un mur considéré comme un mur présentant les caractéristiques REI 120. Ces caractéristiques de résistance ont été prises en compte dans le dossier de demande d'autorisation environnementale, mais il semble que ces caractéristiques de résistance au feu ne soient pas déterminantes pour limiter l'expansion d'un incendie au sein de l'établissement et le dimensionnement des zones d'effet susceptibles d'impacter des zones situées à l'extérieur de l'établissement.

Le cas échéant, le dossier de porter-à-connaissance devra confirmer ce point. Les conditions d'exploitation modifiées pourront notamment prévoir de ne pas utiliser la zone de picking.

Concernant l'impact sur le réseau d'eau du système d'extinction automatique, il y a lieu que l'exploitant s'assure que le système d'extinction soit fonctionnel et conforme aux normes applicables avant la remise en service dans les zones où celui-ci est prescrit par arrêté préfectoral. Le cas échéant, l'exploitant portera à la connaissance du préfet les modifications envisagées sur le système d'extinction. Ces éventuelles modifications devront être conformes aux arrêtés ministériels applicables.

Enfin s'agissant de la capitalisation du retour d'expérience, **il est demandé à l'exploitant de remettre sous trois mois un rapport d'incident, comportant notamment une analyse des causes profondes de l'incident.** Le cas échéant, si des analyses sont toujours en cours, l'exploitant indiquera les éléments étudiés ainsi que le délai sous lequel les résultats de ces investigations seront connus.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet